

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 20 AVRIL 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2012  
(PICARDIE)

NOR : ASET1250903M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

La fédération du bâtiment de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP ;

L'UR CAPEB Picardie,

D'une part, et

L'UR CFDT Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

## Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

*Base 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)*

*(En euros.)*

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 402,95	9,25
– position 2	170	1 434,80	9,46
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 478,78	9,75
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 548,55	10,21
– position 2	230	1 662,30	10,96
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 776,06	11,71
– position 2	270	1 895,88	12,50

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> avril 2012, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Amiens, le 20 avril 2012.

(Suivent les signatures.)